



Crise et changement du modèle de développement

rapport d'étape

GROUPE : Crise et changement de modèle de développement

DATE : 07/07/09

Lucile SCHMID, vice-présidente du Laboratoire des idées

Sommaire

RAPPORT D'ÉTAPE4

Crise et changement de modèle de développement - Note d'orientation politique

(Lucile SCHMID)

1) Discours sur la crise et réalité de la crise	6
2) Combattre le discours de la droite sur l'impuissance publique	8
3) Un modèle de développement à bout de souffle	9
4) Passer au nouveau modèle	10
5) Une vision d'avenir portée par les territoires	14

ANNEXES16

La crise financière et économique : Retour sur le déroulement de la crise17

1. A l'été 2007, éclate la première phase de la crise : la crise des « subprimes »
 2. De la crise des subprimes à la crise financière mondiale
 3. La crise économique
- Comment s'en sortir ? La sortie sera européenne ou ne sera pas

Quels indicateurs pour se développer humainement demain ?20

(Dominique MÉDA)

Emploi : une dégradation historique qui prolonge et amplifie des tendances structurelles à la précarisation.....24

(Marianne DE BRUNHOFF)

1. Une destruction d'emplois historique
2. mais un mouvement qui avant même la crise était marqué par une forte précarisation de l'emploi
 - 2.1. la précarité des jeunes est une constante, aggravée par la crise actuelle.
 - 2.2. à l'autre bout, les seniors ont des difficultés à se maintenir dans l'emploi
3. des assouplissements qui se sont traduits par une législation univoque et sans compensation pour les salariés
4. au total, un risque majeur de paupérisation

La crise et les territoires : la régulation « par le bas ».....28

(Denis TERSEN)

Crise globale, retour du local ?

Force des territoires

Pour des collectivités à la hauteur des enjeux territoriaux

Europe sociale, Europe antisociale.....31

(Charline NICOLAS)

- 1/ Ce que la crise révèle/réveille
- 2/ Pourquoi la réponse de la droite est inadaptée
- 3/ Ce que nous proposons

Crise et changement du modèle de développement »

Note d'orientation politique

.....
Lucile SCHIMD
.....

Lorsque ce groupe a commencé à travailler à la mi-janvier 2009, le gouvernement venait de publier son plan de relance. Notre parti avait dans la foulée élaboré un « contre-plan » qui plaçait notamment en son cœur l'ampleur à donner à la politique de relance ainsi que l'équilibre entre relance de la consommation et de l'investissement. Dans ce contexte, le mandat du groupe était, pour prolonger l'élaboration d'une pensée de gauche sur la crise, **d'adopter une vision de moyen terme et de faire le lien entre la sortie de crise et l'obligation d'un changement du modèle de développement qui permette notamment d'intégrer le défi environnemental.**

Pendant les 6 mois de travail du groupe, la crise a été omniprésente dans le discours politique national, européen ou international, les médias, l'actualité sociale et économique et le quotidien de chacun. Elle a envahi l'ensemble des champs du débat public. Mais la surabondance des « paroles de crise » n'a pas permis de clarifier les enjeux. Cette confusion est aujourd'hui instrumentalisée par le gouvernement qui annonce déjà la sortie de crise, alors que l'évolution du chômage prend des formes inquiétantes. Les entreprises utilisent à plein les outils de flexibilité qu'elles ont mis en place ces dernières années (emploi intérimaire et heures supplémentaires) pour réduire leurs effectifs. La question

qui est posée est celle de la forme que va prendre à l'automne cette évolution. **La nouvelle vague de plans sociaux se traduira-t-elle par une dualisation croissante et structurante du marché de l'emploi ou au contraire la crise touchera-t-elle de plein fouet les emplois stables, faisant ainsi franchir une nouvelle étape au mouvement de précarisation que l'on observe depuis une décennie?**

Pour le groupe, cette situation a montré la nécessité de lier indissociablement une réflexion en profondeur sur la crise, dans tous ses aspects, et un plan d'action à moyen terme qui débute dès 2009 en utilisant nos leviers de pouvoir dans les collectivités locales pour lutter contre les destructions d'emploi dans les territoires et engager la mutation de notre modèle économique. Cette stratégie est seule susceptible de marquer notre clivage avec la droite qui « déréalise la crise » pour faire oublier les drames sociaux et la précarisation qu'elle entraîne et pour ne pas changer les règles du jeu. **Les élections européennes**, marquées par une très forte abstention dans les quartiers, chez les jeunes et au sein des catégories sociales les plus précaires, et par le succès d'Europe Ecologie, **ont illustré cette double pression pour la gauche: répondre à l'urgence sociale et assumer un changement de paradigme.**

Trois grands types de questions ont été abordés et ont inspiré notre travail: a) **la nature exacte d'une crise** frappant des sociétés fragilisées de longue date dans leur relation au progrès et dans leur

capacité à offrir un avenir et une réduction des inégalités aux nouvelles générations, dans un environnement revalorisé. La crise actuelle n'est-elle pas surtout un dévoilement de dysfonctionnements profonds sur la place de l'humain aujourd'hui, et l'expression ultime de nouvelles dominations ?

b) **les modèles de sortie d'une crise** dont l'ampleur a été comparée à celle de 1929, mais dont les modalités reflètent celles d'un « nouveau monde » (virtualité/réalité, globalisation..), accentuant son caractère mystérieux et complexe

c) enfin **les échelles temps de la sortie de crise et d'un changement de modèle**. La préoccupation écologique liée aux urgences du réchauffement climatique est venue percuter les débats économiques classiques et la question sociale. Elle ne s'articule pourtant pas spontanément avec l'urgence sociale traduite par l'explosion historique du chômage, d'où des malaises et des contradictions (automobile, BTP..). Il ne suffit pas de prédire la création de millions d'emplois liés à la croissance verte pour résoudre les difficultés sociales de la reconversion, a fortiori lorsqu'il s'agit de changer de modèle. **Penser ce nouveau modèle est pourtant la seule manière de remettre l'idée de progrès au cœur du contrat social.**

Enfin il nous semble important de souligner, qu'au cours des auditions et des discussions entre membres du groupe, appartenant ou non au parti socialiste, **les difficultés des socialistes à donner au changement de modèle de développement toute sa portée ont été abordées.**

Ce sujet sensible a entraîné au sein du groupe des débats de deux ordres.

Le premier portait sur le champ des valeurs et le clivage avec la droite. Pour certains - dont je fais partie - **le modèle de développement économique n'a pas été suffisamment questionné par les socialistes sous l'angle du lien entre économie et valeurs de gauche. Les préoccupations de bonne gestion ont été prioritaires, et surtout cette priorité ne s'est pas accompagnée d'une réflexion plus conceptuelle et de plus long terme.** Autant sur les sujets sociaux nous avons souvent fait preuve d'une volonté d'approfondissement, autant dans le champ économique nous avons parfois « surintériorisé »

les contraintes « classiques ». Cette préoccupation gestionnaire était en partie motivée par le souci légitime de s'imposer face à la droite dans l'exercice du pouvoir. Cette stratégie a montré ses limites ces dernières années ; la droite a durablement déséquilibré les finances publiques sans que la gauche ne conserve l'image positive qu'aurait du lui apporter sa bonne gestion. Insidieusement le sentiment a été ainsi alimenté qu'en l'absence de marges de manœuvre budgétaires, la gauche au pouvoir serait sans doute obligée de mener les mêmes politiques que la droite

Le second débat que nous avons eu au sein du groupe a porté sur les conséquences de ce choix d'orthodoxie économique. N'avait-il pas empêché de donner à d'autres approches la portée symbolique et concrète nécessaire ? Et conduit dans la foulée à déléguer à d'autres partis alliés comme les Verts, la responsabilité de penser le changement de modèle économique, alors même **que la responsabilité particulière des socialistes est celle de l'articulation entre question sociale et modèle de développement durable ?** Avec une deuxième conséquence: le fait que **les identités intellectuelles et programmatiques des différents partis de gauche apparaissent aujourd'hui morcelées et que chacun cherche à faire valoir une sorte de droit de propriété intellectuelle sur des constats et des propositions sur lesquelles il doit avant tout y avoir débat commun dans la perspective d'un projet partagé.**

Cette note fera donc le point du diagnostic du groupe sur la **situation que nous vivons aujourd'hui, situation inédite sur le plan de la pensée, immédiatement violente dans ses conséquences sociales et potentiellement destructrice pour notre avenir.** Elle proposera aux socialistes des axes d'action dans le cadre d'une stratégie politique de long terme.

1) Discours sur la crise et réalité de la crise

« La crise ? Quelle crise ? Ou comment en sortir si l'on n'y est pas entré ? » titrait la revue Esprit dans son numéro de juin 2009. Cette formule provocatrice résume en une phrase les contradictions et les tirailllements que la crise, apparue en 2007, a catalysé et révélé: le lien entre le global et le national - une crise mondiale et une localisation des emplois qui résulte d'un vrai « mix » entre tradition nationale et mondialisation - le lien entre le réel et le virtuel - particulièrement sensible dans le monde financier, mais aussi plus généralement dans la manière dont l'univers de la communication s'est emparé du thème de la crise. **La complexité des mécanismes de propagation de cette crise pour les non-initiés explique aussi pourquoi ses mécanismes de sortie apparaissent aussi mystérieux.** Il semble parfois que l'on soit face à un phénomène « magique » qui doit être conjuré par l'incantation et la volonté. **Face à cette « déréalisation » comment savoir si une situation est vraiment grave, comment en mesurer la portée, si on ne l'expérimente pas personnellement ou à travers ses proches ?**

En tenant un discours global et abstrait sur la crise, la droite refuse de porter le regard sur sa réalité sociale. Elle ne la qualifie d'ailleurs jamais de crise sociale, se contentant d'évoquer la finance et l'économie. Jamais il ne nous avait été donné de vivre avec autant de netteté le fait que le chômage et la précarité sont traités comme des questions annexes, dont l'évolution est liée à des phénomènes sur lesquels les responsables politiques n'assument aucune responsabilité. 36 000 nouveaux demandeurs d'emploi en mai ? Commentaire gouvernemental : ce n'est pas si mal car le chômage avait davantage augmenté le mois dernier. Pendant ce temps, le chômage a progressé de plus de 18% en un an. Dans ces conditions **rien d'étonnant à ce que les marchés financiers continuent de fonctionner selon les mêmes réflexes : un plan social, c'est une remontée de l'action.**

Le discours de la crise, sa cyclothymie - mars : « on vit un moment historique, c'est très grave », juin « on voit la sortie », par la magie d'un discours ministériel...-, les mots de la crise et la hiérarchie des explications données par les médias grand public et dans le discours officiel ont été significatifs. **C'est d'abord la relative marginalisation de la question sociale dans la description officielle de la crise qui frappe.** Comme si le fait que nous vivions depuis maintenant un quart de siècle avec le chômage et la précarité en ligne de mire ne valait même plus la peine de tirer la sonnette d'alarme lorsque cette précarité s'approfondit. Sans doute cela traduit-il aussi que l'opinion publique est partagée. Le sentiment naturel que la crise frappe d'abord les autres et qu'on pourra être épargné l'emporte encore chez ceux qui sont relativement protégés de la précarité par leur statut. Mais tout peut se retourner très vite. On sait que **l'automne sera marqué par une nouvelle vague de plans sociaux et pourtant le débat sur la « sortie de crise » est engagé. Cette juxtaposition entre discours de sortie de crise et réalité de son approfondissement est à la fois obscène et déstabilisante.**

On mesure, à travers cette marginalité de la question sociale, que **ceux qui tiennent le discours de la crise** - pour schématiser les élites politiques, économiques et administratives ainsi que les médias - **ne sont pas ceux qui la vivent directement.** Smicards, précaires, chômeurs en fin de droits, patrons de très petites entreprises touchés de plein fouet par le ralentissement de l'activité et les restrictions de crédit, s'expriment peu et voient s'éteindre progressivement leurs derniers espoirs, comme ceux de leurs enfants. **Le visage de cette crise doit se comprendre et se décrypter autour de ces silences et de cette invisibilité,** au moins autant qu'autour des discours d'experts médiatiques et de responsables politiques que l'on a vus se contredire successivement sans aucune vergogne depuis quelques mois. Tant le plus important est, sur fond de discours sur la crise, de maintenir le statu quo, et même d'approfondir un rapport de forces où le salarié n'a d'autre solution que de faire le dos rond et de se taire.

C'est sans doute **la finance qui de ce point de vue offre l'image la plus saisissante du décalage entre discours et réalité**. Chacun pense bien sûr au retour des traders à Londres ces dernières semaines. Mais ce n'est que l'un des nombreux indices montrant que le système financier n'a généré et ne générera aucune autoréforme d'envergure. L'afflux de capitaux étrangers venus de la Chine, du Japon ou des pays européens vers les Etats-Unis a continué en 2009 malgré la gravité des dysfonctionnements constatés au sein du système bancaire américain, et le dévoilement d'une véritable chaîne d'irresponsabilité, alimentée par une désinformation structurelle sur fond de connivence sociale. L'espoir soulevé par l'élection d'Obama ne doit pas faire illusion. La volonté politique ne peut pas tout et le nouveau Président est moins armé en terme de pouvoir d'intervention que Roosevelt face à la crise de 1929. Pour être efficaces, ses déclarations de principe sur la réforme devront être suivies d'applications claires sur le comportement des banques. Or l'injection de capitaux publics a jusqu'à présent surtout permis de maintenir le statu quo. Quant aux fameux produits dérivés, si la question de leur traçabilité a trouvé un début de réponse (mise en place de plateformes de clearing), il n'y a là ni tentative de régulation, ni restriction à leur émission. Peut-on vraiment compter sur l'autodiscipline en ce domaine ? Quant aux comportements humains, la sanction d'un Madoff ne doit pas cacher que la plupart de ceux qui ont eu une responsabilité dans cette crise financière - banques ou autorités de régulation - sont toujours en place.

En France, **la stratégie de la droite vise la segmentation de l'opinion publique**, sur laquelle joue Nicolas Sarkozy depuis son élection. Si le sentiment d'une crise est partagé, celle-ci n'a pas le même impact sur la vie quotidienne de toutes les catégories sociales. La dualité de la société française a été plutôt renforcée si l'on considère aujourd'hui ceux qui sont touchés par les nouvelles précarités. Les visages de cette crise sont suffisamment nombreux pour offrir des angles d'attaque très diversifiés à une communication politique cynique. Aux uns, on pourra parler de croissance verte. Aux autres, de relance de la compétitivité française. Aux autres encore, d'encadrement des rémunérations des

dirigeants. Quand on ne lance pas, comme Philippe Marini, une proposition de déduction fiscale des pertes en bourse !

On a assisté depuis le début de 2009 **au développement d'un champ sémantique à part entière pour qualifier la crise ou la sortie de crise avec un net succès des termes liés à la finance et à l'écologie**. Liquidités, fonds de pension, créances douteuses, titrisation, injection d'argent frais, rémunération des dirigeants, déficits publics, croissance verte, récession, décroissance, relance, verdir la dette, reconversion, économie de la connaissance.... Beaucoup de ces mots sont techniques et offrent à ceux qui les utilisent - experts ou politiques - la possibilité de tenir des raisonnements à géométrie variable. D'autres sont de véritables mots valise - notamment la fameuse « croissance verte » - et demandent à être définis et précisés. Sur le front social, pas de nouveaux mots mais le retour des mêmes réalités sinistres : plans sociaux, fermeture d'usines, explosion du chômage, chômage des jeunes, chômage partiel, délocalisations avec parfois une note d'espoir (mais à quel horizon ?) : relocalisation, emplois verts. Et un constat : la généralisation du revenu de solidarité active, présentée depuis deux ans comme la panacée, est devenue en l'espace de quelques mois sur fond d'explosion du chômage au mieux une mesurette, au pire un gadget.

L'enjeu autour des mots de la crise fait donc partie des priorités pour définir une position socialiste convaincante et compréhensible par le plus grand nombre. **Nous avons besoin pour combattre l'idéologie et les options politiques de la droite de disposer d'un corps de mots et d'expressions clairs et clivants**. Il ne suffit d'ailleurs plus d'utiliser des mots, d'en changer, d'en adopter d'autres. **L'important est d'abord de leur donner un contenu, de les emplir de sens puis de les rendre « vrais » en les traduisant en actes**. La déclinaison de ces termes en politiques opérationnelles partout où nous avons les leviers du pouvoir dans les territoires est vital, dès aujourd'hui.

2) Combattre le discours de la droite sur l'impuissance publique

Depuis quelques semaines, **l'optimisme est de rigueur au sein du gouvernement Fillon** : dès 2010 des signes de sortie de crise devraient apparaître, pour une reprise en 2011. Ce sont les mêmes qui, il y a un an, niaient la possibilité d'une récession et d'une montée brutale du chômage. Entre temps, du bout des lèvres, la crise a pu être qualifiée de mondiale - mais « avec une France qui résiste bien » - et le choix a été fait de ne pas relancer la consommation. Ce discours surréaliste lorsqu'on considère les annonces de plans sociaux dont on ne devrait connaître l'ampleur qu'à l'automne, utilise des ressorts psychologiques classiques : « retrouvons nos manches, soyons volontaires, optimistes et compétitifs, et la France sortira de la crise. » Une manière de retourner la charge de la preuve vers ceux qui vivent la crise. Ils n'ont pas de perspective ? Leur emploi est menacé, leur précarisation organisée ? Mais n'est-ce pas de leur faute alors que le monde marche vers l'hypercompétition mondiale ? Dans ce contexte, le débat interne à la droite entre gouvernement et Président de la République (Nicolas Sarkozy restant officiellement plus prudent sur la durée et l'ampleur de la crise), doit être relativisé. Une fois de plus c'est la **stratégie des deux fers au feu qui permet de faire oublier l'immobilisme sur le front du soutien à l'emploi et de l'intervention publique.**

À cette position s'ajoute un corollaire, l'argumentation sur l'état des finances publiques. Le discours est bien rodé. Avec un déficit public qui frôle les 7% du PIB que peut-on faire ? Rien, si ce n'est attendre que la reprise mondiale touche miraculeusement la France à un horizon indéterminé. Cette position déjà présente pendant la campagne présidentielle de 2007, notamment chez François Bayrou, fait partie d'un vrai **combat idéologique de la droite pour récuser l'opportunité d'une relance**

keynésienne et ancrer la vision d'un Etat impuisant, et d'une restriction du périmètre des services publics. Certes la droite a mal, très mal géré les finances publiques. Mais il ne s'agit pas évidemment de cela dans le discours gouvernemental. **L'objectif est d'abord de disqualifier tout autre scénario de relance et en conséquence de décourager par avance un vote à gauche.** La droite fait passer la défense de l'action publique comme un acte irresponsable assimilé à un « demain, on rase gratis ». Il n'est pas anodin que le retour en force depuis quelques semaines du discours gouvernemental sur l'état piteux des finances publiques ait coïncidé avec celui du gouvernement sur la sortie de crise. Oubliés, les milliards d'argent public dispensés aux banques sans aucune contrepartie. Le déficit public est de retour.

C'est donc bien l'emboîtement des deux arguments - la crise n'est pas si grave, la raison impose de ne rien faire sur le front de l'action publique- qu'il faut combattre. **La mise en scène à droite d'un « esprit de responsabilité » n'est destinée qu'à maintenir le partage des richesses actuel, en faveur des privilégiés au cœur même de la crise.** La proposition d'un grand emprunt public sans remise en cause des choix fiscaux illustre pourtant de véritables contradictions dans ce camp. D'abord parce que **ce grand emprunt**, auquel on assigne dans les discours la fonction de préparer la France de l'après-crise, **est une forme de reconnaissance implicite de la nécessité d'une transformation en profondeur du modèle** de développement économique et du fait que l'emprunt s'il permet de préparer l'avenir est en soi une opération positive. Ensuite parce que ce même grand emprunt coûtera selon toute probabilité beaucoup plus cher aux finances publiques qu'un refinancement de la dette sur les marchés. Il s'agit bien davantage d'une opération que l'on pourrait qualifier « d'union nationale » et de communication politique que d'une stratégie réfléchie de sortie de crise. Enfin on ne peut que remarquer que la préférence pour la dette l'emporte sur toute remise en cause du bouclier fiscal.

Toute stratégie socialiste de sortie de crise devrait donc inclure des éléments forts sur le partage des richesses, montrer que les déficits publics actuels

résultent d'une gestion erratique de la droite et évaluer précisément les marges de manœuvre sur les finances publiques résultant de choix fiscaux basés sur la progressivité de l'impôt.

3) Un modèle de développement à bout de souffle

Jamais le désir d'un nouveau modèle de développement économique n'avait été exprimé avec autant de force dans notre société. En quelques mois, le débat s'est déplacé du constat de la gravité de la crise économique, financière et sociale à la nécessité d'articuler cette fois la sortie de crise avec un changement de modèle, de paradigme. La rapidité avec laquelle les choses se sont passées et le caractère consensuel de cette évolution au sein de l'opinion publique sont sans précédent. Des débats confidentiels, réservés à quelques militants ou considérés par l'opinion publique comme relevant de la sphère intellectuelle sont devenus vitaux du jour au lendemain. De ce point de vue, **nous vivons** un moment inédit, **une cristallisation** qui prend la forme d'un retour en force de la **question du progrès**.

Cette situation témoigne qu'au-delà des débats sur le caractère structurel ou conjoncturel de la crise, nous assistons à un dévoilement brutal des limites du système de développement économique actuel, auquel les Français ont été très réceptifs. **La conscience de l'urgence écologique a fait résonner et resurgir 25 années de révolte et de résignation mêlées sur un partage des richesses et une précarisation où les salariés étaient lésés et avaient conscience de l'être, sans réussir à retourner le rapport de forces.**

Si la protection sociale continue de s'amenuiser, si les nouvelles générations n'ont pour horizon que le déclassement, si la nature s'achemine vers une destruction inéluctable sur fond de disparition des espèces, quel choix reste-t-il à l'humanité ? Comme pour toutes les autres espèces, celui de l'extinction,

ou par choix de sa destinée, celui de la rupture. **La disparition de la planète** dont la possibilité a été illustrée par des images, des films grand public, des discours chocs **est devenue de manière saisissante une métaphore de la possible disparition au sens propre de l'humanité mais aussi de l'humanité du monde**, ce monde qui avait un sens où la projection de soi et de l'avenir de ses enfants était possible. **C'est le télescopage de la question sociale et de la question écologique qui a précipité cette prise de conscience et a créé de nouvelles perspectives de débouché politique.** Parce que chacun d'entre nous a pu se dire qu'il tenait entre ses mains le sens du monde. Mais aussi parce que ce télescopage a ouvert une voie pour **rendre de nouveau palpable la force d'une action collective** à l'échelle nationale, comme à l'échelle du monde.

Alimentant cette prise de conscience, **l'envie de renouer avec une vision du progrès, une nouvelle utopie est centrale.** Il y a des années, voire des dizaines d'années que le progrès n'apparaît plus comme une notion pivot dans le contrat proposé à la société par les responsables politiques. Est-ce dû à la difficulté à penser le progrès dans le monde du XXI^e siècle ? À la domination sans mélanges de l'esprit d'expertise gestionnaire et de la pensée unique ? Ou, plus simplement, à l'expression d'une indifférence croissante de ceux qui appartiennent aux élites et évoluent dans un univers protégé vis-à-vis de tous les autres ? Sans doute un mélange.

Cette incapacité à penser le progrès est l'un des fondements du désamour entre représentants politiques et citoyens. C'est en en renouant les fils de sa dimension philosophique et ceux de son expression économique et sociale qu'on peut trouver une issue à la maladie de langueur de nos démocraties. **Car la société française a montré sa capacité à se mobiliser et à retrouver le sens des combats collectifs lorsqu'elle croit aux causes qui lui sont présentées et à ceux qui les portent.** Les mobilisations dans le cadre du réseau RESF, la défense des libertés publiques, les mobilisations étudiantes, le mouvement des chercheurs ont été autant de mouvements qui au-delà de leur cause particulière s'articulaient autour du refus de politiques publiques de régression. En creux, c'est bien

les questions du progrès et du retour à l'humain qui étaient invoquées.

C'est pour cette raison que la réflexion sur les indicateurs économiques et particulièrement la mesure de la production est aussi centrale. Portée depuis les années 1990 par quelques intellectuels engagés, elle a été prise une nouvelle dimension depuis les débuts de la crise. En confiant en 2008 une mission à Joseph Stiglitz et Amartya Sen, mission souvent présentée de manière abusive comme une sorte d'an I de la réflexion, Nicolas Sarkozy a montré qu'il avait compris que cette question était partagée par le plus grand nombre. Mais la seconde étape risque d'être pour lui plus délicate. L'essentiel n'est en effet pas dans les surprises éventuelles que pourraient réserver les conclusions de cette mission dont personne ne doute qu'elles iront dans le sens d'un changement ou de compléments à nos indicateurs de mesure. Non, l'important est que cette réflexion est intrinsèquement liée à celle du choix d'un autre modèle de développement et **qu'aucune solution de compromis n'existe qui puisse déconnecter, dans le raisonnement ou dans le temps, l'élaboration de nouveaux indicateurs de celle d'un passage à l'acte quant à un changement du modèle.**

Or on imagine mal que le Président de la République, dont les options idéologiques et les choix politiques vont dans le sens d'un conservatisme affirmé, puisse faire des conclusions de cette commission autre chose qu'un élément de communication personnelle. Tout juste pourra-t-il éventuellement de façon dilatoire expliquer l'intérêt de l'approche et lancer un nouveau groupe de travail sur les outils ! Car changer les indicateurs de mesure de la production c'est rompre avec une idéologie qu'il n'a cessé de servir : celle du tout productif, du refus de reconnaître la place des liens sociaux et du travail non rémunéré et du choix de la domination de l'univers marchand sur l'univers non marchand.

Cela signifie donc que ce sera à la gauche, qui a d'ailleurs toujours porté la réflexion philosophique sur ces sujets sans pourtant y donner dans sa gestion nationale passée une vraie portée symbolique et opérationnelle, de donner aux conclusions de

cette commission une traduction concrète dans les territoires dont elle a la responsabilité.

4) Passer au nouveau modèle

Les cinquante années qui viennent de s'écouler, et plus encore les vingt années qui s'annoncent, se caractérisent par une nouvelle donne dans les relations entre l'homme et son environnement. Jamais les perturbations de l'environnement dues à l'homme n'auront été aussi fortes ; jamais elles n'auront aussi puissamment menacé la survie de l'ensemble des espèces. Celles-ci sont d'autant plus graves qu'elles sont proches de l'irréversibilité. L'urgence est à l'action. Ce sont les mesures qui sont prises aujourd'hui qui auront un effet après-demain. Il n'est plus question d'arbitrer entre l'urgence sociale et l'urgence écologique. **Faut-il rappeler une évidence: les crises, qu'elles soient sociales ou climatiques, frappent d'abord les plus pauvres, les plus exposés et les moins protégés ?**

Il reste que comme dans toutes les périodes charnières, c'est le premier pas qui compte. A trop parler du changement de modèle sans l'incarner dans quelques mesures emblématiques, réalistes et pouvant être mises en œuvre rapidement, on court le risque d'une disparition de la fenêtre d'opportunité actuelle. Celle-ci est en effet liée à la **conjonction inédite d'une crise objective, d'une prise de conscience citoyenne, et d'une urgence écologique qui pourrait tourner au drame.**

Chacun s'accorde à dire qu'il faut gérer un changement radical de nos modes de production et de consommation pour faire émerger une économie sobre en carbone. **Reste à imaginer comment faire et comment organiser la période de transition vers un nouveau modèle. Reste aussi à définir le contenu exact de ce modèle et à lui donner une physiologie compatible avec des objectifs de gauche : la réduction des inégalités, la création d'emplois qualifiés et correctement rémunérés, des services publics fondés sur le développement durable.**

Cette stratégie ne saurait se résumer en une formule magique, celle de la « croissance verte ».

Si celle-ci a connu un tel succès en quelques mois, c'est qu'elle permet d'illustrer le changement de paradigme nécessaire sans y attacher une stratégie véritablement contraignante. **La notion est suffisamment large et floue** pour permettre l'adhésion du plus grand nombre d'acteurs. Elle **inspire notamment la stratégie actuelle de l'Union européenne** dans le secteur automobile (diminution des émissions, développement d'autres types de véhicules) ou énergétique (nouvelles technologies, captage et stockage de CO2..). Le développement d'instruments d'information des consommateurs va dans le même sens. **Ces choix ont fait de l'Union européenne un acteur international important, offensif et exemplaire de la lutte contre le réchauffement climatique.** Sa stratégie est « un mélange indissociable d'efforts externes et internes ». Entre le Luxembourg qui est au premier rang mondial en termes de PIB par habitant et la Bulgarie au 65e rang, l'Union européenne est un laboratoire sans équivalent. Par ailleurs, outre la négociation internationale, le passage des engagements généraux à leur mise en œuvre concrète mobilise un nombre important de politiques et d'instruments publics : plafonnement des émissions de carbone pour les entreprises de l'industrie lourde et de production d'électricité, développement des énergies renouvelables, réduction des émissions, particulièrement dans les secteurs des transports, de l'agriculture, du logement du traitement des déchets.

Cette première étape doit aujourd'hui être confortée et approfondie. **Sans renoncer à la croissance, il s'agit d'organiser un profond changement dans la nature même de notre développement.** Pas de renoncement au progrès, ni au confort mais la fixation d'objectifs précis appuyés sur de nouveaux indicateurs et un calendrier basé sur la progressivité.

Ce changement passe par une politique de recherche et développement ambitieuse -décarboniser la production électrique - et par des investissements d'envergure dans le domaine des infrastructures - BTP, transports, pour le traitement des déchets ou l'organisation des villes. En matière de politiques

publiques ce sont des mesures de nature normative, réglementaires, fiscales et économiques qui doivent être menées. **Les sujets du logement et des transports illustrent particulièrement le fait que ce changement de modèle ne se limite pas à la sphère industrielle mais concerne l'ensemble des aspects de notre mode de vie.** Pour cette raison même, ce changement est indissociable d'une association des citoyens à sa conception et sa mise en œuvre. Car **il repose à la fois sur des décisions et des négociations mondiales et un changement des comportements au quotidien qui suppose son acceptation et sa promotion partout.** Il s'agit de rompre avec « la préférence absolue pour le présent » pour organiser enfin une vraie **solidarité avec les générations futures** Celle-ci doit prendre la forme d'une nouvelle approche des comportements sociaux et des objectifs assignés aux politiques publiques. C'est la combinaison de ces mesures qui constitue le bon « **policy mix** » du **développement durable.**

Les contours de ce nouveau modèle restent encore à inventer, même si on peut esquisser certaines des bases sur lesquelles il devra reposer.

L'objectif central doit en être d'abord **l'équilibre entre la préservation du capital de notre planète et l'objectif d'une amélioration de la vie des hommes à l'échelle mondiale et nationale.** C'est ce point d'équilibre qui permettra de déterminer un objectif de croissance qui ne résulte plus de mécanismes opaques pour les citoyens mais sera enfin lié à au progrès humain. Une **lutte efficace contre les inégalités sociales à l'échelle planétaire** est sans doute la condition nécessaire du succès d'une démarche dont **la dynamique dépend beaucoup aujourd'hui de l'adhésion des pays en développement et des pays émergents.** Sinon celle-ci apparaîtra comme l'initiative de pays riches qui ont peur de ne plus pouvoir conserver leur hégémonie à l'avenir. La **détermination de ce point d'équilibre** est d'autant plus **délicate** que pour les pays qui n'appartiennent pas à la sphère dite développée, c'est l'objectif d'une croissance « classique » qui reste aujourd'hui perçu comme la manière la plus rapide de rattraper le niveau de vie des pays riches.

Nous savons aussi que c'est le **lien entre économie de la connaissance et économie de la production qui sera structurant**. La plupart des analyses convergent pour reconnaître à la recherche et l'innovation une place croissante. Sans doute va-t-on assister à une certaine « dématérialisation » de l'économie. Il nous semble essentiel que cette nouvelle économie établisse avec l'économie de la production des liens consubstantiels. C'est en effet la garantie que les processus de production évoluent plus vite vers un modèle de développement économe et innovant. C'est aussi la garantie que **cette nouvelle économie bénéficie à un plus grand nombre de personnes et débouche sur de vraies stratégies d'aménagement du territoire**. La relocalisation industrielle ne prend de sens que si elle s'inscrit dans cette démarche par nature partenariale : partenariale entre acteurs publics (institutions européennes, Etat, territoires) et acteurs privés ou autonomes (universités et laboratoires de recherche, entreprises, associations..), partenariale lorsqu'il s'agira de définir ensemble des stratégies opérationnelles de développement mettant en œuvre des moyens humains et financiers, partenariales dans l'évaluation.

Dans cette démarche on comprend mieux pourquoi le passage à l'acte vers un nouveau développement repose à la fois sur une implication forte des acteurs publics mais aussi une **transformation profonde de la philosophie d'action des acteurs privés, au premier rang desquels les entreprises**. C'est bien le passage d'un monde à un autre qu'elles doivent prendre en compte et organiser : celui du très court terme à l'investissement durable, celui de la substituabilité entre individus à une logique d'intéressement et de formation des salariés, celui d'un changement de leurs échelles de rémunération des salariés et des actionnaires. Il s'agit d'une **modification en profondeur de leur système de valeurs et de leur relation aux bénéficiaires, à l'investissement et plus généralement à l'argent**.

A-t-on enfin suffisamment insisté sur le fait que **l'économie de la connaissance ne pourra s'incarner dans des hommes et des femmes de plus en plus nombreux et qualifiés, que si notre système d'éducation nationale fait face à ces**

nouveaux défis ? Marqué par des inégalités scolaires croissantes qui reflètent avec fidélité les inégalités sociales, le système d'éducation nationale français est aujourd'hui très loin de répondre à ces nouveaux besoins. Certes la prise de conscience des nécessités de préserver la planète est présente dans les jeunes générations. Mais au-delà des réflexes citoyens, la question est bien d'imaginer **comment éduquer et former ceux qui demain construiront un nouveau modèle dont leurs parents auront bâti les fondations**. Un exercice de prospective des qualifications et des emplois en liaison avec l'Education nationale est indispensable à court terme. Mais nous devons aussi augmenter substantiellement les moyens de l'Education nationale pour lutter bien sûr contre un échec scolaire qui commence à l'école élémentaire, et redéfinir les modalités de l'orientation et les passerelles entre formation de façon à cesser de trier et sélectionner les élèves en les excluant de fait de la construction de leur avenir et de l'avenir de notre société. De manière plus philosophique, pour que les nouvelles générations s'emparent de cette construction d'un nouveau modèle de développement, **nous devons rompre avec une certaine structuration de notre modèle d'excellence à la française**. Un modèle dual où les élites apprennent dans les grandes écoles à reproduire plus qu'à innover et à pratiquer une conception du pouvoir hiérarchique et verticale qui se prene mal à la physionomie d'un nouveau modèle qui fera la part belle aux réseaux et à de nouveaux modes d'organisation entre l'individu et les communautés humaines.

Ces orientations présentent de vrais défis de mise en œuvre. Ils sont de trois ordres :

- le premier concerne **l'articulation entre les nécessités de faire face à l'urgence sociale et l'organisation d'une transformation du modèle**. Enrayer les destructions d'emplois qui s'annoncent ne coïncide pas mécaniquement avec la création d'emplois dans de nouveaux secteurs ou avec l'évolution des processus de production qui doit être menée à moyen terme. Pendant la campagne des élections européennes, le chiffre de 10 millions d'emplois verts à l'horizon de 10 ans a été avancé. Cette

perspective apparaît cependant bien lointaine alors que le chômage augmente de mois en mois. Pour la rendre crédible il faudrait la compléter par un plan de mise en œuvre opérationnel dès les prochains mois. Dans un ordre d'idées différent, le secteur des services à la personnes recèle des perspectives de développement de l'emploi, d'autant plus importantes que nous saurons mieux valoriser les liens sociaux et le progrès dans nos choix politiques à venir. Encore faut-il que ces nouveaux emplois ne soient ni précaires, ni sous-rémunérés.

Surtout, **autant le thème de la conversion industrielle et de ses modalités commence à être précisé, autant celui des mécanismes de reconversion sociale et de formation qu'elle implique reste au stade exploratoire.** Ce point est d'autant plus central que la formation tout au long de la vie et la sécurité sociale professionnelle font partie des objectifs prioritaires des socialistes pour penser demain, et que leurs responsabilités territoriales - régions et départements - les mettent en position de lier les principes et l'action. Mais il faut être conscient qu'aujourd'hui tous ceux qui sont en situation de fragilité vis-à-vis du marché de l'emploi, qu'ils soient chômeurs, précaires ou en voie de l'être, se trouvent dans des situations de réelle fragilité, ce qui ne facilite aucune stratégie de reconversion sociale. Les expériences de reconversion industrielle passées ont illustré les difficultés sociales qui y étaient associées. Même si aujourd'hui le changement de modèle ouvre une vraie perspective de progrès, il ne doit pas, pour des millions de personnes, être associé à l'angoisse d'une nouvelle marginalisation. C'est d'ailleurs sur cet élément de **stratégie sociale de reconversion associée à un changement du modèle de développement économique, que les socialistes peuvent marquer avec force leurs divergences par rapport à la droite.**

- le second défi concerne **les échelles temps et l'organisation d'une transformation** du modèle de développement. Aujourd'hui une centrale thermique au charbon en Chine a de grandes chances de continuer à fonctionner encore pendant quelques dizaines d'années. C'est à cause de l'inertie du système actuel qu'il

y a urgence à installer dès demain un changement des modes de production et à définir un véritable contrat de partage des responsabilités qui comporte des étapes précises dans le temps entre les acteurs économiques et industriels, et les pouvoirs publics -Etat et collectivités locales. Sans doute faut-il **définir en ce sens une forme de planification qui sans être identique à celle qui a permis la reconstruction de l'économie française après la deuxième guerre mondiale, comportera des rendez vous contraignants permettant d'organiser cette transformation des processus productifs.** Dans ce passage à l'acte, le rôle joué par les acteurs publics sera déterminant à plusieurs titres : définitions des priorités de recherche-développement, choix d'investissements, politique de normalisation.

- le troisième défi enfin est celui de **l'association des citoyens**, selon des modalités qui garantissent à la fois la démocratie et l'amplification des processus de transformation engagés dans le domaine productif et en matière normative. **Le paradoxe de ce changement de paradigme est qu'il recouvre des éléments de grande complexité technique et scientifique et des éléments intrinsèquement liés aux comportements humains.** Pourtant, face à la crise, la société civile organisée (ONG, associations et syndicats) a souvent réagi rapidement, par des évolutions plus radicales que les Etats (modifications des comportements de consommation, renforcement des solidarités, prise de conscience de la nécessité d'un changement de modèle, etc.) Par son expertise, et son enracinement dans les dynamiques sociales et environnementales les plus actuelles, **elle est un moteur et un relais**, au carrefour de ce changement de paradigme. **Les relations entre le monde politique classique, les administrations et ces nouveaux acteurs sont pourtant loin d'être stabilisées** et se déclinent encore trop sur le mode du « je t'aime, moi non plus ». Les partis politiques restent souvent suspicieux par rapport à une nouvelle dynamique qui les déstabilise et bouleverse les niveaux d'organisation traditionnels, mêlant le global et le local, la vision sociale et l'action de terrain par des mobilisations d'un

nouveau type. Les structures de décision publiques sont marquées par les mêmes réticences par rapport à ces nouveaux types d'expertise. Pourtant, comme dans le cas des acteurs productifs, la nécessité de **rendez vous réguliers pour marquer des priorités, prendre acte du chemin parcouru, identifier les difficultés et définir de nouvelles étapes** sera centrale pour créer des consensus.

Les socialistes ne peuvent s'affranchir d'aucun de ces trois défis. Ils doivent prendre en compte l'articulation entre transformation de la production et nécessités d'une conversion des emplois et de nouveaux besoins de formation, définir une planification reposant sur une vision de long terme, une forte implication des acteurs publics et des objectifs à 3/5 ans, et associer la société civile.

5) Une vision d'avenir portée par les territoires

Cette nouvelle vision doit devenir un des points forts de notre identité politique. **Les leviers de pouvoir que détiennent les socialistes dans les territoires, les échéances liées aux élections régionales offrent l'occasion de faire valoir dès aujourd'hui nos choix, et de leur donner une portée à la fois nationale et opérationnelle.**

Les enjeux d'une transformation de notre modèle de développement doivent aussi être lus en termes d'opportunité politique. En effet ils permettent :

- d'abord de **retrouver le retrouver le temps long de l'action publique et de la politique.** Notre vision doit se construire sur 10 voire 15 années, soit deux ou trois mandatures. C'est ainsi que nous renouerons avec l'idée de progrès et de remettrons au cœur la jeunesse et le lien entre générations. C'est aussi ainsi que nous pourrons donner un autre visage à la politique et retrouver la confiance des Français;

- ensuite **d'inventer de nouvelles formes d'action publique insistant sur l'innovation en liant fortement le projet public national et les territoires** comme lieux d'une action publique concrète sur l'aménagement, les infrastructures, le logement, la participation citoyenne ;
- enfin **d'assumer une relance keynésienne de transformation du modèle** qui repose sur une conception résolument à gauche du partage des richesses (fiscalité), et une gestion des finances publiques définissant des priorités en ce sens.

Sur la base de ces trois objectifs, alors que nous ne sommes pas au pouvoir au niveau national, nous devons convaincre les Français de notre volonté d'agir dès aujourd'hui. Car il y a urgence sociale, urgence écologique et urgence démocratique.

La première opportunité à saisir est celle des élections régionales. **Les régions ont la possibilité d'être des acteurs majeurs d'un passage à l'acte vers le nouveau modèle.** Elles représentent ensemble 13% du PIB et leurs compétences recouvrent certains domaines clé -transports, formation, développement économique-. Un travail en commun sur d'autres indicateurs économiques et sociaux aurait également une forte portée symbolique. Ces collectivités locales peuvent compter de manière déterminante si elles s'unissent et se coordonnent pour établir un programme commun de transformation du modèle. **Elles peuvent incarner le contre modèle de sortie de crise face à la droite. Après la victoire historique dans 20 régions sur 22 en 2004 c'est aussi un élément décisif pour convaincre les électeurs d'enraciner la gauche dans les territoires en 2010.**

La seconde opportunité que nous devons saisir est celle de **lancer dans les prochains mois un travail sur ce qu'est un keynésianisme de transformation** et les marges de manœuvre qui existent aujourd'hui en termes d'intervention publique dans le cadre de choix idéologiques de gauche. Cette démarche devrait associer des experts, des associations, des syndicats, des entreprises et des intellectuels. L'objectif serait double : **illustrer comment les choix idéologiques et opérationnels du**

gouvernement interdisent toute transformation du modèle, proposer une contre-stratégie reposant sur un diagnostic et des scénarios prospectifs.

Cela permettra aux socialistes de remettre en valeur leur capacité à gouverner l'Etat, à gérer les finances publiques et à proposer une vision d'avenir. ■

Annexes

**La crise financière et économique :
Retour sur le déroulement de la crise**

**Quels indicateurs pour se développer humainement
demain ?**

(Dominique MÉDA)

**Emploi : une dégradation historique qui prolonge et
amplifie des tendances structurelles à la précarisation**

(Marianne DE BRUNHOFF)

La crise et les territoires : la régulation « par le bas »

(Denis TERSEN)

Europe sociale, Europe antisociale

(Charline NICOLAS)

Membres du groupe : Maya BACACHE BEAUVALLET, Romain BEAUCHER, Alain BERGOUNIOUX, Philippe BERRÉE, Marianne DE BRUNHOFF, Alexis DALEM, Olivier FERRAND, Malik LOUNÈS, Dominique MÉDA, Charline NICOLAS, Patrick SAVIDAN, Denis TERSEN, Thierry WAHL, Michel WIEWIORKA.

La crise financière et économique : Retour sur le déroulement de la crise

1. A l'été 2007, éclate la première phase de la crise : la crise des « subprimes »

Le mécanisme de cette première phase de la crise est relativement simple et connu mais pose des enjeux politiques importants en termes de modèle de société.

Le marché immobilier, aux Etats-Unis en particulier, était à la hausse jusqu'en 2007 et pouvait être caractérisé par l'existence d'une « bulle immobilière ». Cette bulle immobilière a gonflé pour deux raisons : d'un côté l'offre immobilière est rare et varie peu dans le court terme, et de l'autre côté la demande d'immobilier est abondante en raison d'un accès au crédit particulièrement facile et à peu près gratuit. Cette conjonction d'une offre limitée et d'une demande croissante s'est traduite par une hausse des prix de l'immobilier.

La crise se déclenche avec le retournement du marché immobilier : les prix baissent et certains crédits deviennent non rentables pour les ménages, ne sont donc plus remboursés et commence alors la faillite des prêteurs à ces ménages non solvables.

Les enjeux politique de cette première phase de la crise sont triples : d'un côté il s'agit de repenser la régulation du marché du crédit (pourquoi l'accès au

crédit a-t-il été si facile, quelle est la responsabilité des organismes de prêt) mais d'un autre côté, et peut-être surtout, il faut prendre la mesure des problèmes d'inégalités : si les inégalités de revenus ont augmenté aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en France, les inégalités de consommation elles sont restées stables. Cette dichotomie a été rendue possible par le crédit. L'accès au crédit jouait ainsi l'équivalent aux Etats-Unis du système redistributif en France et le crédit assurait le rôle des minima sociaux. Enfin le troisième enjeu est celui des valeurs, l'accès à la propriété fait partie du rêve américain et sarkozyste et de ce point de vue relève d'une consommation incompressible que l'ensemble du système financier a dû assurer.

2. De la crise des subprimes à la crise financière mondiale

Un an plus tard la crise d'un secteur relativement petit de l'économie américaine s'est transformée en une crise financière mondiale, d'ampleur et d'une sévérité inégalées. Là encore les mécanismes sont à présent bien connus mais les enjeux en termes de régulation, en particulier la régulation des marchés financiers, importants.

Les créances ont été titrisés c'est-à-dire découpés en petits morceaux et redistribués sur le marché.

Ce qu'on croyait être une bonne invention du système financier en ce qu'elle permettait de diluer les petits emprunteurs non solvables, donc de diluer les petits risques dans le marché s'est révélée une innovation néfaste : on n'a pas dilué le risque, on l'a diffusé.

Pourquoi la titrisation a-t-elle été un mécanisme de propagation de la crise ? Tout d'abord, La titrisation a réduit la transparence c'est-à-dire l'information : les créanciers ne savaient plus à qui ils avaient prêté et donc doutaient de la réelle mesure du risque pris. L'asymétrie d'information a également été observée entre banques et s'est traduite de manière dramatique par le gel du crédit interbancaire, bloquant ainsi tout le système bancaire. Deuxièmement, en raison de la titrisation, chaque institution acceptait de prêter facilement puisqu'elle pouvait aussitôt vendre ce prêt au marché donc se débarrasser individuellement du risque pris. Le sentiment d'absence de risque individuel s'est traduit par un gonflement du risque collectif. De plus ce risque collectif était un risque mondial et non plus national en raison de l'interdépendance des places financières.

Ainsi suite à la crise des subprimes on a assisté, dans un second temps, à la faillite des organismes de prêts les plus exposés aux subprimes, puis dans un troisième temps au gel du crédit interbancaire. A l'automne 2008 c'est donc une crise du crédit (*crédit crunch*) qui commence.

3. La crise économique

Comment la crise du crédit se transforme en crise économique ? L'ironie de l'Histoire fait que Ben Bernanke, directeur de la FED, s'est fait connaître en tant qu'économiste par un article sur la crise de 1929 dans lequel il théorise le canal du crédit, c'est-à-dire comment la restriction du crédit a des répercussions sur l'économie réelle. En raison de l'asymétrie d'information entre un créancier et son débiteur, le créancier préfère rationner le crédit plutôt que de prêter à un taux d'intérêt plus élevé

à un créancier risqué. En effet prêter plus cher ne fait qu'augmenter le risque en particulier parce que cela incite le débiteur à prendre plus de risques pour rembourser un prêt trop cher. Par conséquent les ménages et les entreprises sont très dépendants de leur banque qui au fil du temps a constitué de l'information sur leur solvabilité et donc leur prête plus volontiers qu'une banque prise au hasard sur le marché. Une faillite bancaire est à ce titre grave en ce qu'elle détruit de l'information et se traduit par un rationnement des prêts, donc de l'activité économique. Concrètement ce sont les petites et moyennes entreprises qui, en plus des problèmes de trésorerie, n'ont plus les moyens de financer leurs projets. Les ménages n'ont plus accès au crédit à la consommation.

Ce retournement de la demande globale (consommation et investissement) lance un cercle vicieux, les entreprises anticipant une baisse de la demande réduisent leur production, ce qui se traduit par un resserrement des revenus salariaux et une nouvelle restriction de la consommation.

Notons que cette troisième étape de la crise, la crise économique, pose des enjeux en termes de politique de l'emploi. En effet, la baisse de la production observée (et à venir) est historiquement sans précédent. En revanche la hausse du chômage, si elle est importante, reste comparable avec celle d'autres crises. Comment expliquer cet écart ? Ce sont les emplois précaires, intérim en particulier, mais également tous les types de contrats atypiques qui supportent le plus le coût de la crise. De plus si les emplois de type CDI ne souffrent pas encore de la crise en termes de chômage, ils en souffrent en termes salariaux : l'intensification du travail s'accompagne d'une stagnation des salaires et d'une baisse des heures sups autrement dit d'une baisse des revenus des salariés. Les entreprises utilisent donc aujourd'hui tous les outils de flexibilisation du contrat de travail mis en place depuis 5 ans pour masquer l'ampleur de la crise économique et sociale.

Comment s'en sortir ? La sortie sera européenne ou ne sera pas

L'Europe avait une occasion historique de renverser le modèle américain pour construire un modèle socio-économique européen et elle est en train de la rater.

Cette crise pointe deux failles de la construction européenne qu'il est urgent de combler : l'absence de politique budgétaire commune et l'impossibilité d'une politique monétaire et financière. D'un côté seul un plan de relance européen nous mettrait au niveau de la relance américaine tant en termes de niveau de dépenses que d'efficacité de cette politique : l'ouverture aux échanges entre pays européen nous oblige à une politique de relance commune.

De l'autre côté, la politique monétaire est inexistante : non seulement la banque centrale européenne n'a pas les moyens d'une véritable relance monétaire, en particulier elle ne peut acheter des bons du trésor, mais elle tarde à s'emparer d'un rôle de régulateur du marché bancaire en hésitant sur l'opportunité de stress tests et de régulation des banques nationales. ■

Quels indicateurs pour se développer humainement demain ?

.....
Dominique MÉDA

Le constat est aujourd'hui de plus en plus partagé. **Le PIB n'est pas une mesure du progrès.** Certes, il donne une idée du niveau des flux de richesse marchande et monétaire d'un pays et permet des comparaisons, notamment grâce à l'indicateur « PIB par habitant ». Il nous indique quelle quantité de biens et services sont amenés sur un marché et appropriés par des individus ou des institutions. Mais il n'est pas un indicateur de bien-être et ne doit pas ni être utilisé comme tel, ni présenté en ce sens .

Car le PIB présente plusieurs limites. En premier lieu, **il ne valorise que l'activité marchande ou monétaire conduisant à la production de biens et services qui seront appropriés par des individus.** Seule l'activité qui s'achève par la mise en forme d'un produit et son appropriation par une autre unité est considérée comme ayant de la valeur. Donc seul le travail rémunéré - travail salarié ou travail indépendant - est considéré comme une activité digne d'intérêt. Par ailleurs, le PIB ne s'intéresse pas à la manière dont la contribution à la production et les revenus issus de celle-ci sont répartis entre les membres de la société : il n'est pas sensible aux inégalités et à la manière dont la participation à la production est organisée pas plus qu'aux inégalités de consommation. Enfin, le PIB ne prend pas en compte les dégâts engendrés à l'occasion de la production, les atteintes au patrimoine collectif dont est dotée une société à un moment donné, notamment les déprédations opérées sur le patrimoine

naturel par l'activité industrielle et commerciale.

Le taux de croissance du PIB semble en réalité singulièrement **peu adapté pour constituer l'instrument de pilotage aujourd'hui nécessaire pour jouer le rôle de signal ou d'alerte ou pour accompagner un nouveau mode de « développement »** radicalement repensé à partir de la prise en compte des contraintes écologiques majeures auxquelles nous savons que notre Planète est aujourd'hui confrontée. Le PIB est face aux défis qui sont les nôtres un indicateur anachronique. Cette obsolescence renvoie d'ailleurs de manière plus générale à la nécessité de repenser les fondements de l'intervention économique aujourd'hui, et singulièrement ceux de l'intervention publique.

De nombreux indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB ont été élaborés depuis une quinzaine d'années. Ils avaient en commun de vouloir dépasser les limites du PIB et de faire apparaître, pour certains, les coûts environnementaux, pour d'autres les coûts sociaux accompagnant la croissance ou encore de donner une représentation plus large du bien-être social. Ils ont aussi pour point commun de reconnaître l'existence d'un collectif, c'est-à-dire d'une communauté humaine, localisée (le territoire pouvant être une ville, une région, un lieu particulier, un pays ou la Planète entière), dont les évolutions sont évaluées, y compris dans leur dimension patrimoniale. Les Miringoff parlent dès leur introduction de la « santé sociale de la Nation » ; Osberg et Sharpe dont l'indicateur de bien-être économique semble l'un des plus

intéressants parlent également de « société ». Il s'agit bien de s'interroger sur l'évolution d'une communauté humaine donnée localisée sur un territoire, cette communauté pouvant être décrite comme disposant ou héritant d'un certain patrimoine, qui présente un certain nombre d'états ou de qualités dont on doit pouvoir suivre les évolutions. Ces indicateurs ont pour point commun de présenter des augmentations bien moins fortes que celles du PIB. On voit que la définition d'indicateurs de mesure différents de ceux du PIB est de ce fait une contribution décisive au débat sur le « plus ou moins de croissance ». Car il importe évidemment avant de se lancer dans ce débat de savoir ce que l'on souhaite mesurer.

Il s'agit, pour la plupart de ces **indicateurs, d'instruments de mesure« synthétiques » ou « composites », qui agrègent les différentes dimensions (revenu, santé, loisir...) supposées contribuer à la détermination du bien-être global.** Chacune dimension est mesurée (quantifiée) à partir d'une combinaison de variables élémentaires censées résumer cette dimension du bien-être. Les dimensions retenues sont ensuite agrégées pour produire la valeur de l'indicateur synthétique. Le PNUD publie ainsi depuis 1990 un rapport annuel sur le développement humain dans le monde qui présente un Indicateur de Développement Humain (IDH). Cet indicateur est la moyenne de trois indicateurs : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction. A l'instar de l'IDH, l'indicateur de Santé sociale des Miringoff ne possède pas de composante environnementale. Il est calculé à partir de 16 indicateurs élémentaires (dont la mortalité infantile, la pauvreté infantile et des plus de 65 ans, le taux de chômage, l'accès à un logement à un prix abordable...). Le BIP 40, Baromètre des inégalités et de pauvreté » développé par le Réseau d'Alerte sur les inégalités, retient quant à lui six dimensions : revenus, conditions de vie, travail, éducation, santé, justice. D'autres indicateurs sont spécifiquement environnementaux et d'autres enfin mêlent les dimensions sociales et environnementales. Certains s'en tiennent à des mesures de stock et d'autres procèdent par évaluation monétaire. Certains corrigent le PIB alors que d'autres s'y refusent et constituent des

évaluations alternatives ou complémentaires.

Pourquoi remettre en cause le monopole du PIB comme indicateur central de référence pour évaluer l'état de nos sociétés ? La raison principale est qu'**il ne nous dit rien des risques vitaux auxquels sont désormais confrontées nos sociétés** : risque de disparition sous le coup d'une pollution majeure, d'un changement des conditions d'habitabilité du monde (réchauffement climatique..), d'une explosion de violences du fait d'inégalités insupportables. Le PIB ne nous donne aucun signal ni sur la durabilité potentielle de notre développement ni sur le sens de notre progression, il n'est pas capable de jouer le rôle de balise et de boussole dont nous avons besoin. Il se fonde de surcroît sur une conception du progrès dépassée et anachronique. Il nous faut donc **non pas le remplacer mais le compléter, concurrencer son emprise à l'aide d'un autre indicateur, capable d'être aussi puissant, de structurer nos comportements, de guider l'action publique et privée aussi fortement que le PIB a pu le faire jusqu'à maintenant.** C'est pour cette raison qu'un indicateur synthétique est nécessaire, malgré toutes les limites qui ont été ici rappelées.

C'est parce que l'IDH était synthétique qu'il a pu bénéficier d'un intense intérêt mondial. Amartya Sen, opposé à l'origine à un tel indicateur, est ensuite revenu sur sa réticence et a reconnu que la médiatisation nécessaire était facilitée par le fait de disposer d'un indicateur synthétique. C'est pour cette raison qu'il semble qu'un unique indicateur soit préférable à une paire (un indicateur de santé sociale et un indicateur de santé environnementale). Cet indicateur doit-il être ou non monétaire ? L'Épargne nette Ajustée, qui fait l'objet d'un intérêt très soutenu de la Commission Stiglitz dans son pré-rapport (<http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/documents.htm>), est un indicateur monétaire qui vise à mettre en évidence les évolutions d'un patrimoine composé du capital naturel, du capital humain et du capital social grâce à une monétarisation de toutes les variables. Une telle démarche semble non seulement dangereuse (n'accorder de la valeur aux choses que sous la forme de l'imposition d'un prix et penser qu'il existe une mesure universelle) mais surtout inadaptée : on sait que

les prix ne sont pas non plus capables de jouer le rôle d'alerte qui importe tant aujourd'hui. Comme Bernard Perret l'a bien rappelé dans *Le capitalisme est-il durable ?*, **nous devons dès maintenant limiter notre consommation de ressources énergétiques non renouvelables. Lorsque les prix seront très élevés**, il sera trop tard.

Quel contenu donner dès lors à la notion de progrès et comment surmonter les critiques radicales qui ont été faites à l'entreprise d'élaboration d'indicateur(s) synthétique(s) complémentaire(s) au PIB ? La crise que nous traversons actuellement est une extraordinaire occasion d'emprunter une voie radicalement nouvelle sur le fond et sur la forme. Sur le fond, tout nous invite aujourd'hui à réviser en profondeur notre conception du progrès et à quitter l'ère où celui-ci signifiait une augmentation des quantités produites appropriées par des unités individuelles, une mise en forme de toute chose en vue de l'usage par autrui et l'intensification de l'artificialisation du monde. Louis Dumont avait interprété comme un progrès le passage, au 18ème siècle, des relations hommes-hommes (la politique) à des relations hommes-nature (l'économie). Il est sans doute temps de lever son interdit (retourner aux relations hommes-hommes ce serait selon lui risquer de retomber dans le holisme¹, les relations hiérarchiques et la tutelle : « jusqu'ici l'alternative entre la richesse comme fin et des formes forcées, pathologiques de subordination est notre lot »²) et de reconnaître que **le progrès de nos sociétés consiste aujourd'hui moins dans l'accumulation des choses, l'extension de l'empire humain ou l'intensification des échanges marchands que dans la capacité à intensifier nos liens** ; à construire et développer les institutions internationales, nationales et locales qui nous permettront de gouverner sagement les cités, de réaliser « une société civile administrant le droit d'une façon universelle », « une

1. Défini dans les Essais sur l'individualisme comme l' « idéologie qui valorise la totalité sociale et néglige ou subordonne l'individu humain », comme s'il y avait équivalence entre valoriser la totalité sociale et négliger l'individu (voir sur ce point l'analyse que j'ai proposée dans Méda, 1998, Chapitre « Réinventer la politique »

2. Louis Dumont, Homo aequalis, p. 134

constitution politique parfaite sur le plan intérieur, et donc également parfaite sur le plan extérieur, c'est-à-dire en ce qui concerne les relations entre les États », et un « État cosmopolite universel » ; à réintroduire l'égalité, la mesure et l'économie (entendue comme gestion de la rareté) comme principes de gouvernement ; à développer les conditions d'une citoyenneté active pour tous ; en un mot de **substituer à l'impératif purement opératoire de « mondialisation » celui de « civilisation »** (Morin, 1997 ; Méda, 1999, 2008).

Ce terme souvent galvaudé met au centre de son entreprise le citoyen (civis) : il invite donc à penser la civilisation comme le processus dont la finalité est de permettre non seulement l'accès à la pleine citoyenneté pour tous les habitants de la Planète, mais aussi le développement de la civilité dans les différentes institutions (l'entreprise notamment) et dans toutes nos actions quotidiennes elles-mêmes. Il invite à considérer comme un processus jamais achevé la tentative visant à améliorer notre capacité à vivre ensemble en accordant de l'importance à la « totalité sociale », à la cohésion de la société, à la qualité de son lien, et aux individus qui la composent. Il invite à penser un type de mise en valeur du monde moins fondée sur l'exhausion, la mise en demeure et la production (dont l'étymologie nous indique qu'il s'agit bien d'aller chercher quelque chose au fond et de l'amener à l'extérieur) que sur l'entretien de l'existant, l'éducation, le soin et l'attention (que suggère le terme de *care*). Il invite à considérer la possibilité de former des citoyens aptes à la paix, capables d'inventer des institutions, des œuvres, des jeux, des langues, bien éduqués comme au moins aussi importante que la capacité à produire des biens et services et à les amener sur un marché. Comme le suggérait Guizot dans *De la civilisation en France*, qui s'interrogeait sur le « sujet » du développement et du progrès qui accompagnent toujours l'idée de civilisation, deux dimensions importent : les relations des hommes entre eux et la vie individuelle, intérieure, de l'homme lui-même, de ses facultés, de ses sentiments, de ses idées. Peut-être tout ceci peut-il se ramener à l'idée de *cultura animi* et à la capacité des sociétés à former des citoyens et des sujets c'est-à-dire des êtres se sachant parlant, sexués et mortels, vivant en

communauté, capables de dire « Je » et ne le pouvant que grâce à la communauté politique à laquelle ils appartiennent.

Ce changement radical auquel nous invite la « crise » actuelle est aussi, un changement dans la forme. **Nous ne sommes pas à la recherche d'un indicateur de bonheur global mais à la recherche des facteurs susceptibles d'éviter la dégradation de la société, dans son aspect de communauté bien liée disposant d'un patrimoine avec lequel elle se trouve dans une situation d'usufruitier.** Plusieurs théories sont en concurrence pour expliquer pourquoi chaque génération doit se considérer comme la propriétaire ou l'usufruitière d'un tel patrimoine, et l'explication la plus acceptable est celle qui voit dans ce patrimoine une propriété collective des différentes générations, tournée délibérément vers l'avenir : « si chaque génération est la propriétaire exclusive de la terre tant qu'elle décide de ne pas avoir de descendants, il n'en va plus de même dès qu'elle engendre une nouvelle génération. Cette dernière (et ses successeurs ultérieurement) une fois engendrée, devient elle aussi propriétaire du patrimoine terrestre, collectivement avec la génération précédente ».

Ces interrogations sur les dimensions constitutives du progrès et en fin de compte sur ce qu'est une « bonne société » ne peuvent pas être résolues sans les citoyens eux-mêmes. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas laisser à des savants et autres experts, aussi sages soient-ils, la responsabilité de décider, pour les citoyens d'une société donnée, ce que signifie une bonne société, une société riche, une société en progrès. Nous tenons là non seulement la seule réponse possible aux accusations d'arbitraire auxquelles sont confrontées les propositions de nouveaux indicateurs mais surtout une occasion de mettre en œuvre, d'expérimenter un processus de délibération collective, qui pourrait prendre la forme de conférences citoyennes où des experts pourraient amener leurs connaissances, leurs scénarios et leurs arguments mais où des citoyens pourraient construire, en élaborant différents scénarios mobilisant plusieurs dimensions du progrès, des variables différentes, des pondérations diversifiées, leur idée col-

lective de ce que peut aujourd'hui recouvrir - et impliquer comme politiques publiques - le progrès d'une société. ■

Emploi :

une dégradation historique qui prolonge et amplifie des tendances structurelles à la précarisation

.....
 Marianne DE BRUNHOFF

1. Une destruction d'emplois historique

L'emploi se dégrade, rapidement et fortement.

Avril 2009 : 2,5 Millions de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (= somme des catégories 1,2,3, à la recherche d'un emploi), soit plus de 24,6% en un an. L'ensemble des chômeurs inscrits (incluant les autres catégories) atteint désormais 3,5 Millions en France métropolitaine.

Cette progression est beaucoup plus rapide pour les hommes, et pour les hommes jeunes, comme le montre le tableau suivant :

	Progression avril 2009/ avril 2008
Hommes	+ 35%
H -25 ans	+ 55,2 %
H 25-49	+ 32 %
H 50 et +	+ 25 %
Femmes	+ 15%
F -25ans	+ 25%
F 25-49	+ 13%
F 50 et +	+ 13%
Ensemble	+ 25 %

Aujourd'hui l'élément radicalement nouveau est le **risque d'un licenciement massif des emplois stables** (CDI, employés souvent de très longue date). Un mouvement lié à la délocalisation, valable pour certains secteurs et qui, parallèlement, s'accompagnait de création d'emplois. La destruction d'emplois en cours rebat les cartes : les grandes entreprises attendent encore pour licencier les emplois CDI mais ont déjà restreint drastiquement l'emploi pour les intérimaires et les CDD. Les chiffres de l'INSEE sont à cet égard très significatifs : 187 800 emplois détruits au 1er trimestre, soit deux fois plus que sur tout 2008. De fin mars 2008 à fin mars 2009, les effectifs salariés ont reculé de 1,8% soit une perte nette de 296 000 emplois. et cette fois, ce ne sont plus seulement les intérimaires mais le noyau dur de l'emploi qui est touché.

Le fait que les hommes soient plus touchés que les femmes est un indice de la gravité de la crise.

Dans les mouvements « habituels » du chômage, les femmes sont souvent plus en difficulté. Là, on touche le cœur de l'emploi, avec une destruction massive d'emploi qui touche y compris les emplois stables, traditionnellement davantage tenus par les hommes.

Enfin, la gravité de la crise est également mesurable par les indicateurs suivants : **les jeunes ne rentrent plus sur le marché de l'emploi**, et la destruction d'emploi frappe également l'emploi intérimaire, annulant les soupapes habituelles qui permettaient de rentrer dans l'emploi stable ensuite.

Enfin, cette gravité se mesure aujourd'hui par la **diminution drastique des offres** : - 26% en avril 2009 par rapport à avril 2008, et cette diminution touche plus fortement les emplois stables (+ de 6 mois) qui diminuent de 35% sur un an.

A l'automne les plans sociaux devraient se multiplier, et amplifier cette tendance qu'on peut qualifier d'historique à la destruction d'emplois.

2. mais un mouvement qui avant même la crise était marqué par une forte précarisation de l'emploi

Avant même la crise, la part des CDD dans les embauches n'a pas cessé de progresser. Ainsi, elle représentait 71,8% des embauches en 2006, l'intérim représentant quelque 4% des emplois.

Les difficultés du marché du travail touchent davantage les jeunes et les seniors.

2.1. la précarité des jeunes est une constante, aggravée par la crise actuelle.

On rappellera 4 points essentiels :

- **Le chômage des jeunes en France est supérieur à la moyenne européenne,**
- **Leur taux d'activité est également inférieur**
- **Les jeunes occupent les emplois les plus précaires**

Ainsi, le quart d'entre eux occupent un emploi temporaire contre 7% des 26-54 ans et 4% des 55 ans et plus.

- **Le niveau de formation est un facteur majeur :**

les enquêtes « génération » du CEREQ montrent que le niveau de formation constitue un facteur décisif d'explication du niveau de chômage des jeunes. Ainsi, pour la génération de jeunes entrés dans la vie active en 2001, l'écart de chômage au bout de trois ans de vie active entre les jeunes les plus formés et les moins qualifiés est de 30%.

Et la demande portant sur le diplôme est de plus en plus forte : le taux de chômage des 15-24 ans sans diplôme était de 5 % en 1971, 35 % en 1987, 47% en 2004.

Enfin, les jeunes affrontent, pour une partie d'entre eux, des discriminations liées à leur origine (cf études du CEREQ et de la HALDE).

2.2. à l'autre bout, les seniors ont des difficultés à se maintenir dans l'emploi

c'est par le taux d'emploi qu'on identifie ce problème : en France, il n'est que de 38% , ce qui place la France au 16e rang sur 27.

- **Le recours massif aux cessations anticipées d'activités**

Ces dernières années, face au resserrement des dispositifs de préretraites publiques, la dispense de recherche d'emploi (DRE) s'est progressivement imposée comme la première forme de retraits anticipés.

Aujourd'hui, il y a plus de 520 000 personnes en France bénéficiaires d'une préretraite ou dispensées de recherche d'emploi.

- **Des difficultés de maintien dans l'emploi**

Beaucoup d'entreprises choisissent de licencier en priorité les salariés les plus âgés. Cela traduit leur choix de concentrer leurs marges de manœuvre concernant les embauches sur le recrutement des jeunes, à des conditions durcies. Dans une situation où le rapport de forces est de plus en plus défavorable aux salariés, ce comportement des entreprises est de fait l'objet d'un consensus implicite avec les syndicats.

- **Des difficultés de retour à l'emploi**

Les difficultés des seniors sur le marché du travail se manifestent encore plus quand ceux-ci souhaitent retrouver un emploi. Ainsi, avant même la crise actuelle (chiffres 2007) 10% des chômeurs de plus de 50 ans occupent un emploi un an plus tard, contre 34% des chômeurs de 25 à 49 ans.

3. des assouplissements qui se sont traduits par une législation univoque et sans compensation pour les salariés :

- **mise en cause des 35 heures** (alors que toutes les enquêtes montrent que les salariés français travaillent au moins autant que les autres salariés européens et américains, si l'on prend en compte toutes les formes d'emploi y compris à temps partiel, cf D MEDA).
- **Obligation renforcée de la recherche d'emploi**

- **Qui ne sont traduites en aucun cas par une consolidation des formes d'emplois ni d'augmentation des salaires.**

Et les appels à la réduction des déficits budgétaires risquent d'aller dans le sens d'une réduction des dépenses, alors même que les dépenses sociales sont l'un des moyens majeurs de lutte contre la pauvreté.

4. au total, un risque majeur de paupérisation

La pression sur les salaires ne date pas de la crise. L'Insee, se basant sur la masse des revenus reçus par les ménages, calcule la hausse du pouvoir d'achat à 1,9% par an de 2002 à 2007, chiffres mis en perspective par Piketty : si l'on prend en compte la croissance démographique (env. 0,5 % par an), la recomposition des familles et le vieillissement, la croissance du pouvoir d'achat moyen par ménage n'est que de 0,6 % par an. Cette quasi stagnation dure depuis plus de vingt ans d'autant que, selon le Cerc, 40 % des salariés voient chaque année leur salaire individuel baisser, principalement en raison de la variation de leur durée de travail.

Dans ce contexte, la compensation des aléas de l'emploi et la lutte contre la pauvreté sont de plus en plus assurée par les transferts sociaux

Ainsi, l'indemnisation du chômage est en réalité partiellement assurée par les revenus sociaux : on estime que deux tiers des allocataires du RMI sont des demandeurs d'emploi (soit qui ont perdu leur droit à allocation soit qui ne parviennent pas à s'y stabiliser).

Même si le RSA modifie partiellement la donne (par une possibilité améliorée de cumul entre revenu d'activité et revenu social), la difficulté est l'enkystement dans les emplois précaires et mal payés, qui risque de pérenniser les situations au RSA.

Par ailleurs, la fixation envisagée de l'âge de la retraite à 65 ans est en soi un facteur de

paupérisation dans une conjoncture de chômage élevé : ne retrouvant pas d'emploi, les chômeurs âgés risquent de passer plusieurs années au RSA dans sa version égale au RMI, avant de pouvoir accéder à une retraite minorée par ces années de chômage. ■

La crise et les territoires : la régulation « par le bas »*

.....
Denis TERSEN

Crise globale, retour du local ?

La crise est globale... dans les deux acceptions du terme : l'anglicisme qui renvoie au mondial et donc à la crise de la mondialisation, mais aussi le premier sens, littéral, comme un mouvement qui touche l'ensemble d'un système qui ne fonctionne plus, où tous les pans de l'activité sociale sont affectés. Les territoires parce que la crise produit ses effets en leur sein, les acteurs territoriaux qui sont de ce fait en première ligne, ne peuvent y échapper et le global emporte le local dans sa tourmente. La première acception offre à l'inverse comme une ouverture : si globalisation rimait avec délocalisation -la perte d'ancrage des activités économiques et humaines autorisée par « la mort de la distance » et la mise en concurrence généralisée des territoires et des systèmes sociaux- la « déglobalisation » entraînée par la crise -effet mécanique née du repli économique mais aussi remise en cause de certains fondements de la mondialisation post-fordiste-, ne va-t-elle pas susciter de la relocalisation, une revanche de la proximité et de ses acteurs ? Un retour des territoires et des collectivités qui en ont la charge ?

*. « il s'agit de rendre possible « la mondialisation par le bas », par les territoires. S'il faut soutenir les mesures susceptibles de renforcer une régulation de la mondialisation « par le haut » à travers les institutions internationales, il faut parallèlement s'inquiéter d'inscrire, tant du point de vue de l'espace que du temps, le cyberspace dans les aires métropolitaines, il faut répondre aussi « par le bas ». Olivier Mongin Esprit juin 2009.

L'enjeu est d'importance pour une gauche en responsabilité locale, à la tête de 24 régions sur 26, d'une majorité de départements et de grandes villes. La loi a confié aux collectivités locales des responsabilités générales de développement économique, social et humain. Même si elles souffrent dans leurs recettes (baisse des droits de mutation pour les départements), leurs politiques (les « bénéficiaires » de leurs actions -chômeurs, jeunes exclus du marché du travail pour la formation professionnelle « régionalisée »- et donc leurs dépenses sont en forte progression), elles ont cherché à réagir à l'urgence née de la crise économique et sociale, venant abonder ou compléter les dispositifs gouvernementaux (financements des PME), desserrant largement les doctrines d'emplois des politiques existantes pour répondre aux besoins nouveaux, participant à travers leur poids dans les investissements publics (74%) à l'appel à la relance du ministre Devedjian. Efforts vains ? Certes pas ... point de départ d'une contestation de la politique présidentielle face à la crise ? Guère plus hélas... A la hauteur des enjeux et du potentiel collectif ? Beaucoup reste à faire. Une mobilisation des territoires face à la crise est pourtant nécessaire.

Force des territoires

Prise une à une les collectivités locales ne sont ni des acteurs keynésiens susceptibles de contre-carrer une chute brutale de l'activité, ni des acteurs de premier rang en mesure de réinventer un modèle de développement dépassé. C'est le cas en premier lieu des régions pourtant les plus pertinentes en termes de couverture territoriale pour la conduite de l'action publique, même si l'on peut bien sûr leur contester une taille souvent sous-opti-

male au regard de leurs homologues européennes. Le budget de la Région Ile de France représente ainsi moins de 1% du PIB régional. Elles sont de même limitées dans leur capacité à créer des déficits du fait de l'obligation d'équilibrer leur budget de fonctionnement¹.

Les territoires et les collectivités qui en ont la charge ont pourtant quatre atouts majeurs en main :

- ces dernières malgré une décentralisation très inachevée en France, notamment au niveau régional, pèsent 11 à 12% du PIB national, de quoi s'affirmer ensemble dans la définition et la mise en œuvre des politiques de réponse à la crise et d'avoir un débat exigeant avec le gouvernement
- leur rôle dans l'investissement public est, on l'a vu, déterminant. A l'heure où il faut à la fois penser keynésien mais surtout réinventer le monde et son développement et façonner l'avenir, les responsables politiques en charge des transports, de la formation professionnelle, de la recherche, du développement numérique doivent dessiner, proposer, agir, expérimenter
- elles sont les acteurs de la « revanche de la proximité ». Elle se joue pour le développement économique et de la connaissance dans les effets de mise en réseaux et de création de capital social coopératif (les fameux « clusters » de la connaissance et de l'innovation dont le projet des pôles de compétitivité auquel les territoires ont adhéré a été l'incarnation française). Face à la crise et aux impasses de la marchandisation des rapports humains, elles sont les lieux où doivent se réinventer le lien social, le sens qui fait le vivre ensemble. L'urbain parce qu'il expose particulièrement aux risques de désocialisation et de déstructuration est ici en première ligne : nouveaux services urbains, réinvention de l'espace public et de la vie de la cité, développement des pratiques culturelles et de la création, travail sur

1. En 2007 avant la crise, elles étaient à l'origine de 15% des déficits publics

l'intégration des nouvelles technologies et place du design et de l'architecture dans un projet de réhumanisation de la ville, avancée vers la ville « décarbonée » ;

- elles ont enfin le lieu possible du réengagement citoyen dans la politique, à rebours tant de la confiscation experte ou technicienne que de la tentation notable.

Pour des collectivités à la hauteur des enjeux territoriaux

Pouvoir jouer ces cartes supposent de répondre à quelques défis majeurs

- **la question fédérale.** Même gouvernées majoritairement par la gauche, les collectivités, notamment les Régions qui ont à la fois une vocation de rassemblement des autres acteurs et qui sont politiquement les plus à même de contester le gouvernement, jouent des partitions locales, parfois en concurrence les unes par rapport aux autres. Elles se refusent à promouvoir des stratégies coopératives susceptibles de proposer une alternative concertée et coordonnée aux mesures gouvernementales, en gros d'être un contre-pouvoir agissant, à la fois acteurs de terrain et vraie deuxième chambre de la République. Les exemples abondent, des pôles de compétitivité à la mise en mouvement de la région capitale (alors même que la Région et 6 départements sur 8 sont à gauche), les collectivités ont avancé à pas comptés sur un plan collectif, et souvent l'Etat dans une conception très traditionnelle admirée ou moquée à l'étranger, a donné l'impression d'être le seul à pouvoir donner vision et impulsion
- **la question de l'ambition, et des moyens de l'ambition.** Dans un louable souci de responsabilité et de bonne gestion, les collectivités affectées dans leurs ressources se sont refusé, au-delà des discours, à porter la relance et un

projet collectif anti-crise. Elles auraient dues pourtant logiquement en être le fer de lance. Il fallait pouvoir tenir une double position contradictoire en apparence seulement : rigoureuse dans le cadre étriqué de la décentralisation inachevée, ambitieuse, revendicative et agressive pour leurs territoires en posant la question d'une nouvelle dévolution des pouvoirs permettant d'assurer leur autonomie fiscale promise par la Constitution², un pouvoir de nature réglementaire pour les compétences qui sont les leurs, la capacité à lancer un grand emprunt qui là encore aurait pu être lancé à un niveau coordonné.

• **l'invention de l'autre économie par le territoire.** Les collectivités ont de nombreuses responsabilités à marge de manœuvre contrainte, limitée ou partagée avec l'Etat. La clause de compétence générale les expose clairement à un risque de dispersion. Non maîtrisé, il les conduit à perdre en visibilité, efficacité ou à travailler en « supplétif » des initiatives centrales. La crise les invite à faire des choix et à définir des priorités collectives. On l'a vu : les réponses à la crise passent par la proximité, complément indispensable de l'ouverture au monde et de l'échange. Elles ont ici trois terrains d'engagement « naturels » : l'impulsion de dynamiques coopératives, ouvertes, partagées, expérimentales et participatives dans le champ économique, de la connaissance et de l'innovation technologique ou sociale, le développement du modèle d'économie sociale et solidaire, la reconversion écologique de notre modèle de développement. La force de ces engagements dépendra de la capacité des collectivités de gauche d'agir dans la même direction et de manière coordonnée³. Les élections régionales de 2010 sont ici une chance et une échéance majeure. Il ne s'agit plus d'afficher « venez chez moi, la croissance y est plus verte » mais d'opposer un contre-projet en action à la politique du Président et du Gouvernement. ■

2. Les recettes fiscales des conseils régionaux ne représentent moins de 30% de leurs recettes totales

3. La volonté concertée de mettre en place des emplois tremplins en 2004 constitue une bonne préfiguration de ce que pourrait être une « force de frappe » territoriale mais si la mise en œuvre en a été éclatée.

Europe sociale, Europe antisociale

Charline NICOLAS

27 millions d'Européens vont se retrouver sans emploi en 2010. Ce triste « destin partagé » nous impose une lecture européenne de la crise, marquée par les errements de l'Europe sociale, et en définitive du projet européen. La crise en Europe révèle en filigrane la crise de l'Europe.

1/ Ce que la crise révèle/réveille

Si la crise a commencé aux Etats-Unis, elle est devenue de plus en plus européenne au fil des mois. Tous les indicateurs européens sont aujourd'hui au rouge (chômage qui pourrait atteindre 27 millions de personnes en 2010, baisse de la production industrielle de 20% en un an, baisse de près de 30% des investissements de l'UE à l'étranger en un an¹), et aucun plan de relance véritablement européen n'a encore vu le jour pour combattre la crise. Le plan de la relance de la Commission européenne de novembre, a été adopté par le Conseil européen en décembre 2008 dans une version encore plus affaiblie en termes de budget (1.5% du PIB européen) et sans calendrier précis. Il n'est donc pas étonnant que les dernières perspectives économiques de

l'OCDE² prévoient une faible reprise aux Etats-Unis et dans les économies émergentes, mais non dans la zone euro. **La crise est l'un des derniers avatars d'une Europe de la mauvaise coordination caractérisée par l'attentisme de la Commission européenne, la multiplication des égoïsmes nationaux et la vision à court terme des Etats-membres.**

Or la situation économique et financière des Etats membres est très hétérogène. L'Espagne et l'Irlande connaissent une crise immobilière sans précédent, doublée dans le cas de l'Irlande d'une crise bancaire. L'Europe centrale et orientale, non protégée par la monnaie unique, subit une crise extrêmement violente, laissant certains économistes penser qu'elle ne pourra rattraper le niveau de développement de l'ouest. Si l'UE a débloqué des fonds, il n'en demeure pas moins que l'essentiel du soutien provient du FMI. L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale à budget constant avait déjà montré les limites des politiques de solidarité et de redistribution européennes; la crise actuelle ne fait que les confirmer.

L'Union Européenne a été conçue en vue de progrès économiques mutuels et la zone euro pas seulement comme une zone monétaire mais une région économique où tous les citoyens devraient avoir un niveau de vie comparable. Mais l'absence d'outils nécessaires à une véritable politique économique européenne devient en cette période de crise, un obstacle majeur: absence de budget européen et de coordination des politiques macro-économiques, absence de possibilité d'emprunt, faiblesse des politiques de redistribution ou encore absence de politique fiscale commune. **Cette crise révèle en définitive une crise de destin européen : en l'absence**

1. Eurostat, 2009.

2. OCDE, 24 juin 2009.

d'un outillage économique conséquent et intégré, quelle est en effet l'utilité du projet européen en cette période?

2/ Pourquoi la réponse de la droite est inadaptée

Tout d'abord, **la droite (française et européenne) a depuis des années, complètement négligé l'articulation indispensable entre l'économie, le social et l'environnement dans la perspective d'une transformation de notre modèle de développement.** Pour illustration, la « stratégie de Lisbonne » adoptée par l'Union européenne en 2000 visait à faire de l'UE « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* »³. Cette stratégie (qui avait été négociée par des gouvernements à majorité de gauche) s'appuyait sur l'idée d'une interdépendance essentielle entre l'économique, le social et l'écologique, les trois piliers du programme.

Si l'on peut critiquer certains principes de départ de la stratégie inspirée de la « troisième voie », il y a bien dénaturation par la droite de la stratégie à partir de 2003/2004. **En arrivant à la tête de la Commission européenne en 2004, Manuel Barroso décréta en effet un « moratoire social »,** mis au second plan l'environnement, et s'appuya sur une stratégie économique d'inspiration libérale visant le quantitatif (plus d'emplois) au détriment du qualitatif (nature et conditions des emplois). Il refusa en outre de réformer cette stratégie, sur le fond comme sur la forme (complexité de la struc-

turation de la stratégie et manque de contrôle démocratique). La Commission européenne fut soutenue par la majorité des Etats membres, satisfaits de l'orientation idéologique donnée à la stratégie, et à la simple autorégulation qu'elle induisait. Cependant, le bilan de cette est sans appel : aucun des objectifs assignés ne sera atteint en 2010. Pis, certains indicateurs montrent une détérioration de la situation, et ce avant même la crise. Par exemple, la majorité des emplois créés ont été des emplois à faible productivité, bien loin des priorités de Lisbonne en termes d'investissement dans le capital humain.

Dans le droit fil de cette logique, très peu d'initiatives législatives ont été prises dans le domaine social depuis cinq ans. A l'exception de quelques directives (en matière de discriminations notamment), l'essentiel des avancées législatives décidées récemment s'est fait sur la base de propositions du début des années 2000 (travailleurs intérimaires par exemple) ou sur des refontes (à défaut de véritables révisions) de directive (comité d'entreprise européens par exemple). Pour le reste, on a assisté à un développement du « soft law » (non contraignant) et de la jurisprudence, la Cour de Justice étant de plus en plus appelée à se prononcer sur des aspects essentiels de la régulation sociale, à défaut de législation. L'absence de volonté politique de la Commission européenne conjuguée à celle des Etats membres a été un facteur décisif de l'inaction par rapport aux dispositions des traités. Enfin, sans relais politique et institutionnel, le dialogue social européen est en peine. Des difficultés structurelles de représentation des nouveaux pays affaiblissent ce dialogue, Business Europe, représentant le patronat européen, agit plus souvent comme lobbyiste plutôt que comme partenaire social, et enfin, l'absence de programme politique pertinent ne permet pas de lui donner de perspectives concrètes.

L'hypocrisie de la droite est sans limite lorsqu'elle vante la protection sociale comme amortisseur de la crise, et l'écologie comme ressort d'un autre modèle de développement. Car ces choix sont inverses sur le plan idéologique comme dans les faits. Ce grand écart entre communication et décisions politiques doit être dénoncé. Le dernier

3. Les objectifs globaux pour 2010 sont les suivants: 3% de croissance annuelle, 70% de taux d'emploi, 60% de taux d'emploi de la population active féminine, 50% de taux d'emploi des plus de 50 ans, réduction de 8% des émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990.

Conseil européen des 18 et 19 juin en est un exemple : refus d'une supervision financière contraignante au niveau européen, part négligeable consacrées aux politiques d'emploi, immobilisme quant aux questions de financement⁴ soulevées dans le cadre des négociations sur le changement climatique.

Le plan de relance européen, nettement insuffisant, ne fait qu'additionner et avaliser les plans de relance nationaux des Etats membre (à hauteur de 200 milliards d'euros), reléguant la Commission européenne à un simple bureau d'enregistrement des décisions nationales. Le volet communautaire se limite à un redéploiement des crédits existants, alors qu'un appel à une participation supplémentaire des Etats membres aurait été nécessaire pour permettre un effet de levier et réaliser des investissements coordonnés à l'échelle européenne.

En définitive, **derrière ces orientations idéologiques se cache un véritable choix institutionnel pour l'Europe**. Si l'architecture européenne est hybride, à mi chemin entre la coopération intergouvernementale et l'intégration communautaire, la droite française a, sous Nicolas Sarkozy, clairement choisi l'Europe des nations comme modèle institutionnel. Cette vision de l'Europe, qui donne l'illusion de la toute puissance des Etats et de leurs responsables rend la recherche de l'intérêt général commun plus hypothétique. Celui-ci ne peut en effet se réduire à la somme des intérêts nationaux. Et l'institution, garante de cet intérêt général européen, la Commission européenne, a été passablement affaiblie et passéiste face à ce rééquilibrage institutionnel. **Or la crise financière, économique et sociale montre combien cette gouvernance de l'Union européenne est au mieux inadaptée aux enjeux, au pis inefficace voire contre-productive.**

4. Le financement de l'atténuation, de l'adaptation, de l'appui technologique et du renforcement des capacités; les détails de la contribution de l'UE ; les principes de la répartition de la charge entre les Etats membres.

3/ Ce que nous proposons

Prévue en 2010, **la réforme et la relance de la stratégie de Lisbonne** doit tout d'abord être au cœur de la réappropriation socialiste du champ européen. Différentes pistes peuvent être explorées : réforme des lignes directrices pour l'emploi (à travers la promotion de la notion de qualité du travail, du droit à la formation, d'un développement positif entre salaires et productivité, l'accent mis sur la partie « sécurité » de la flexicurité), protection des services publics, introduction d'objectifs en terme d'économie verte et de protection de l'environnement, création d'une dimension extérieure de la stratégie de Lisbonne, ou encore démocratisation du processus pour impliquer d'avantage les citoyens, les parlements, les partenaires sociaux. La stratégie de Lisbonne ne peut en effet être un moyen de dépolitiser les questions sociales et d'emploi. Elle doit au contraire permettre à l'Union Européenne d'élaborer démocratiquement des choix sociaux, basés sur des alternatives politiques claires.

Pour les socialistes, cette relance doit permettre à **l'Union européenne de réinvestir le champ du social**. Celui-ci ne doit pas être défini de manière étroite dans une vision ultralibérale qui voudrait que « le social » s'adresse à un public restreint (« les plus défavorisés », les « exclus »), mais doit répondre à des **objectifs larges de cohésion et de progrès**. Dans ce contexte, le « **marché commun** » doit redevenir « commun » aux Européens, sur la base de droits partagés des travailleurs et d'un **programme de convergence sociale** (salaires minimums, droits du travail, lutte contre la pauvreté, systèmes de santé) **et fiscale** (en commençant par le taux d'imposition sur les sociétés, qui pourrait à terme constituer un véritable impôt européen) entre Etats membres. Sur cette base programmatique, le dialogue social européen pourra être réactivé et consolidé.

Mais plus fondamentalement, **la crise, en éclairant l'inefficacité de l'Europe intergouvernementale, redonne à la question institutionnelle toute**

sa pertinence. Il importe d'inventer de **véritables outils économiques européens**, sans quoi la légitimité du projet européen sortira de la crise fortement affaiblie (« légitimité par les résultats»). Il importe également de **consolider la démocratie au niveau européen**, pour que ces outils soient collectivement et publiquement débattus (« légitimité par les droits et les valeurs »). **Le changement de modèle que les socialistes proposent ne pourra être mis en œuvre que s'il trouve un prolongement au niveau européen, dans un cadre institutionnel intégré et démocratique** d'inspiration fédérale républicaine, capable de gérer les biens communs de l'Europe.

Pour ce faire, la création d'un **gouvernement économique de la zone euro, responsable devant les citoyens**, doit constituer notre horizon. Seul un tel gouvernement pourrait faire un choix optimal sur l'allocation des ressources en vue du plein emploi et d'une croissance soutenable en Europe. Responsable de la coordination macro-économique, il permettrait d'utiliser le *policy-mix* pour relancer de façon cohérente l'économie européenne. Il pourrait décider d'un plan de relance véritablement européen et à la hauteur des enjeux : stratégie d'investissements, politiques de soutien de l'emploi et de redistribution, politique de soutien financier massif aux pays plus fortement touchés par la crise... **Il s'agit en définitive de retrouver une Europe de la solidarité et du progrès. ■**